ASSEMBLÉE NATIONALE

1er août 2018

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1088)

Retiré

AMENDEMENT

N° 216

présenté par

M. Christophe, M. Charles de Courson, Mme de La Raudière et M. Benoit

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VII. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur à l'expiration d'un délai de vingt-quatre mois à compter de la promulgation de la présente loi ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Près de 580 journaux quotidiens ou hebdomadaires relèvent de la loi de 1955, actualisée à plusieurs reprises, qui leur assigne la mission de publier les Annonces Judiciaires et Légales (AJL). Qu'elle soit d'information politique et générale, économique, agricole ou judiciaire, cette presse de proximité est lue par près de 30 millions de lecteurs français qui ne dispose pas encore d'un accès numérique suffisant. Les JAL irriguent donc l'ensemble des circuits économiques des territoires français en participant à la transparence du monde économique.

Le modèle économique de ce secteur a été gravement bousculé par l'évolution technologique et les modes de consommation de l'information (gratuité, mobilité...) auxquels la crise économique a ajouté son lot de difficultés (régression de la publicité, alourdissement des charges sociales, investissements de survie...).

L'ouverture de la publication des JAL aux services de presse en ligne ainsi que l'extension de la tarification au forfait des AJL impacteront de manière inégale, les journaux habilités à publier des annonces légales. En effet, les JAL sont composés majoritairement d'entités économiques de petite taille (TPE) aux moyens limités, morcelées sur l'intégralité du territoire national.

La nécessaire mutation de leur modèle économique requiert un délai suffisant d'adaptation afin de mieux préparer cette transition et éviter la disparition des plus fragiles, ainsi que des milliers d'emplois concernés.